

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/14

7 janvier 1997

(97-0012)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

## PLAN D'ACTION GLOBAL ET INTEGRE DE L'OMC EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES

Adopté le 13 décembre 1996

### Préambule

1. La *Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés* de l'OMC dispose que les Membres de l'OMC doivent adopter des mesures positives en faveur des pays les moins avancés. D'autres instruments juridiques de l'OMC contiennent des dispositions additionnelles à l'effet, entre autres choses, d'accroître les possibilités commerciales de ces pays et leur intégration au système commercial multilatéral. La mise en oeuvre de ces engagements est demeurée une priorité pour les Membres de l'OMC. Des objectifs analogues ont conduit d'autres organismes - dont l'ONU, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du commerce international (CCI), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) - à lancer des initiatives.
2. Une approche globale, intégrant les actions nationales et celles de la communauté internationale, est nécessaire pour assurer la croissance dans les pays les moins avancés au moyen de politiques macro-économiques appropriées, de mesures axées sur l'offre et de l'amélioration de l'accès aux marchés. Les pays les moins avancés souhaitant tirer parti des possibilités offertes par certains Accords de l'OMC pour attirer l'investissement étranger direct devraient bénéficier d'une aide.
3. Le présent plan d'action constitue une approche globale et comprend des mesures relatives à la mise en oeuvre de la *Décision en faveur des pays les moins avancés*, ainsi que des mesures dans les domaines du renforcement des capacités et de l'accès aux marchés dans le contexte de l'OMC. Il envisage une coopération plus étroite entre l'OMC et les autres organismes multilatéraux qui aident les pays les moins avancés. Cela est également conforme à la *Déclaration sur la contribution de l'OMC à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial* adoptée à Marrakech, dont un objectif central est de contribuer à l'expansion du commerce, à la croissance et au développement durables des pays en développement, y compris les pays les moins avancés, grâce à la coopération plus étroite de l'OMC avec la Banque mondiale et le FMI.
4. Le plan d'action de l'OMC sera appliqué aux pays les moins avancés désignés comme tels par les Nations Unies qui sont Membres de l'OMC.
  - I. Mise en oeuvre de la *Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés*
5. Si la *Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés* préconise la prise de mesures, les éléments ci-après pourraient contribuer à une mise en oeuvre plus efficace.

- a) Les Membres de l'OMC intensifieront leurs efforts pour améliorer la capacité des pays les moins avancés de remplir leurs obligations de notification.
- b) Le Comité du commerce et du développement procédera tous les deux ans à un examen effectif (conformément à son mandat) sur la base de rapports des Présidents des organes compétents de l'OMC et d'autres renseignements disponibles concernant la mise en oeuvre des mesures en faveur des pays les moins avancés. Cet examen devrait coïncider avec les Conférences ministérielles.
- c) Les organes de l'OMC sont invités à identifier les moyens d'aider les pays les moins avancés à mettre en oeuvre les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'OMC.
- d) Le Comité du commerce et du développement étudiera les moyens d'assurer une meilleure diffusion de l'information concernant l'application des dispositions des Accords du Cycle d'Uruguay en faveur des pays les moins avancés<sup>1</sup> et de mieux faire connaître les dispositions elles-mêmes.

## II. Renforcement des capacités humaines et institutionnelles

6. Dans les lignes directrices pour la coopération technique de l'OMC, les pays les moins avancés sont les bénéficiaires prioritaires. Les Membres de l'OMC feront en sorte que cette priorité soit accordée aux pays les moins avancés et, conformément aux lignes directrices, l'efficacité de la coopération technique sera évaluée en permanence compte tenu de cette priorité.

7. Afin de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine du commerce, l'OMC collaborera avec les autres organismes compétents pour élaborer une approche globale et définir une répartition des tâches, en particulier avec la CNUCED et le CCI, ainsi qu'avec le PNUD, la Banque mondiale, le FMI et les Banques régionales. Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE devrait aussi être associé au processus. En ce qui concerne les contraintes du côté de l'offre, la priorité devrait être donnée à la diversification des exportations et à la facilitation de la mise en oeuvre des engagements pour permettre aux pays les moins avancés de tirer parti des nouvelles possibilités commerciales résultant du Cycle d'Uruguay. L'OMC devrait coopérer avec d'autres institutions compétentes afin de favoriser un climat propice à l'investissement.

8. Des stages de formation conjoints OMC/CCI pourraient être organisés à l'intention des fonctionnaires du secteur public et du secteur privé.

9. L'OMC devrait étudier la disponibilité de ressources pour la fourniture d'une assistance technique aux pays les moins avancés par les pays en développement ayant obtenu de bons résultats dans le domaine du commerce.

10. La participation de fonctionnaires des pays les moins avancés aux réunions de l'OMC serait financée par des contributions strictement volontaires.

---

<sup>1</sup>Par exemple en améliorant les courants d'information, en particulier a) à partir des Membres qui offrent les avantages vers ceux qui pourraient en tirer parti et b) à partir de tous les Membres vers le Comité.

### III. Accès aux marchés

11. Les initiatives proposées ci-dessous sont présentées comme des options devant être examinées par les Membres de l'OMC dans le contexte de la Conférence ministérielle de Singapour en vue d'améliorer l'accès aux marchés des exportations des pays les moins avancés. Une action et une coordination additionnelles au niveau multilatéral devraient être envisagées à cet égard.

- Les pays développés Membres, et les pays en développement Membres agissant de manière autonome, étudieraient les possibilités d'accorder un accès en franchise préférentiel pour les exportations des pays les moins avancés. Dans les deux cas, des exceptions pourraient être prévues.
- Les Membres de l'OMC devraient s'efforcer d'utiliser, lorsque c'est possible, les dispositions pertinentes de l'Accord sur les textiles et les vêtements pour accroître les possibilités d'accès aux marchés pour les pays les moins avancés.
- Chaque fois que cela est prévu dans les Accords de l'OMC, les Membres pourront décider d'accorder unilatéralement et de manière autonome certains avantages aux fournisseurs des pays les moins avancés.
- Les Membres de l'OMC devraient appliquer, de manière autonome, des politiques préférentielles et des engagements de libéralisation afin de faciliter encore l'accès à leurs marchés pour les exportations des pays les moins avancés, par exemple en mettant en oeuvre rapidement les engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

### IV. Autres initiatives

12. Le Secrétariat fournira des renseignements factuels et juridiques pour aider les pays les moins avancés candidats à l'accession à élaborer leur aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, ainsi que leurs listes de concessions concernant les marchandises et d'engagements concernant les services.

13. Conformément à son mandat, l'OMC s'efforcera de collaborer avec les autres institutions multilatérales et régionales compétentes pour encourager l'investissement dans les pays les moins avancés grâce à de nouvelles possibilités commerciales.

14. Les Membres pourront étudier la possibilité de consolider des taux de droits préférentiels dans le cadre d'un système préférentiel de l'OMC qui serait uniquement applicable aux pays les moins avancés.